

## Apartheid... Blocus de Gaza... La lutte continue

La parution de ce bulletin a été malencontreusement retardée, et depuis son bouclage les événements se précipitent.

Nous savons que c'est le 11 novembre que le Conseil de Sécurité de l'ONU va se prononcer sur la demande de Mahmoud Abbas d'admission de l'Etat de Palestine. Tout le monde s'attend à ce que les Etats-Unis utilisent leur (contestable) droit de veto. Mais Israël et les Etats-Unis apparaissent de plus en plus isolés sur le plan international, comme l'a montré l'admission de la Palestine comme membre à part entière de l'UNESCO. Mais la colonisation se poursuit, le blocus est maintenu, ...

Pendant ce temps, la résistance palestinienne et le mouvement de solidarité ne restent pas inactifs.

\* Le tribunal Russell pour la Palestine (TRP) a tenu sa deuxième session en Afrique du Sud et sa condamnation d'Israël pour crime d'apartheid est rigoureuse et sans appel :

« *L'apartheid, tel que défini par l'ONU depuis 1973, est un crime commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur un autre. Les actes inhumains découlant de la politique d'apartheid sont des crimes contre l'humanité. L'Etat hébreu est-il alors coupable, au regard du droit international, de telles pratiques ?* » Oui, a répondu le jury du TRP, réuni les 5 et 6 novembre au Cap.

Tout un symbole au vu de l'histoire sud-africaine qui s'ajoute à un autre : les soutiens affichés de Nelson Mandela, ancien président d'Afrique du Sud, et de Desmond Tutu, Archevêque émérite du Cap et Prix Nobel de la Paix, au TRP et en faveur du peuple palestinien.

\* Contre l'apartheid, les luttes anti-ségrégation du mouvement des Droits civiques aux Etats-Unis inspirent 50 ans plus tard des militants de la résistance non violente palestinienne

Le mardi 15 novembre 2011, des militants palestiniens vont rééditer les Freedom Rides (voyages de la liberté) du mouvement des Droits civiques aux États-Unis vers le sud de l'Amérique en montant à bord de transports publics réservés aux Israéliens en Cisjordanie pour se rendre à Jérusalem-Est occupée.

\* Contre le blocus maritime de Gaza, le combat de la flottille de la liberté est repris par d'autres navires. Une mini-flottille composée d'un bateau irlandais, le Saoirse ("liberté" en gaélique) et d'un autre canadien, le Tahrir ("libération" en arabe), transportant du matériel médical et des militants, est partie de Fethiye, dans le sud-ouest de la Turquie. En comptant les membres d'équipage et les journalistes invités, 27 personnes se trouvaient à bord des deux navires, qui transportaient 30 000 dollars de médicaments, selon un communiqué transmis par l'organisation *Freedom Waves to Gaza* ("vagues de liberté vers Gaza"). Les deux navires ont été arraisonnés par la marine de guerre israélienne le 4 novembre dans les eaux internationales.

Dans le même temps, la coalition internationale de la flottille de la liberté II s'est réunie et dans les mois qui viennent de nouvelles initiatives seront prises.

\* Les initiatives de la campagne BDS se développent, et la solidarité avec les militants poursuivis en justice.

Bref, on ne risque pas de s'ennuyer à l'Assemblée Générale de l'UJFP qui va se tenir ce week-end. Ses conclusions seront rapidement sur le site... et dans la rue.

A.R. 9 novembre 2011

## SOMMAIRE

[p.1](#) Edito : La lutte continue

[p.2](#) Soutenons le peuple palestinien dans la lutte pour ses droits

[p.3](#) Soutien à la lutte du peuple syrien  
Campagne pour Salah

[p.4](#) Une bannière judéo-arabe pour la paix

[p.5](#) Lettre à Info-Palestine

[p.6](#) Lettre de Patrick Boitet (France 2)

[p.7](#) Qui sommes-nous ?  
Tournée Tarabut en France

[p.8](#) De l'autre côté n°7

# UJFP expression

## Soutenons le peuple palestinien dans sa lutte pour la plénitude de ses droits

En 63 ans et plus de catastrophe (Nakba), le peuple palestinien vit dépossession, expulsions, discriminations, épuration ethnique... et a payé de dizaines de milliers de morts sa résistance à l'établissement d'un État colonial sur le territoire de la Palestine historique.

Bénéficiant d'une totale impunité de la part d'une communauté internationale qui ne fait rien pour obtenir que s'applique là le droit international et les résolutions des Nations Unies, Israël est engagé dans une annexion totale. Oslo n'a jamais initié un processus de paix, mais le gouvernement israélien découpe la Cisjordanie en plusieurs Bantoustans enfermés derrière un Mur de la honte, et inflige à la bande de Gaza un blocus meurtrier.

Aujourd'hui, l'Autorité Palestinienne de Ramallah, forte du soutien de nombreuses organisations de la société civile palestinienne, se propose de déposer à l'ONU par le biais de l'OLP, qui y a un statut d'observateur, une demande d'admission de l'État de Palestine comme 194<sup>ème</sup> État membre, dans les frontières de la ligne d'armistice de 1949 (« les frontières d'avant 1967 ») avec Jérusalem Est pour capitale. Cette demande a le soutien de la grande majorité des États membres, et les sociétés civiles européennes soutiennent ce droit du peuple palestinien à un État. Mais elle doit passer par l'accord préalable du Conseil de Sécurité, où le gouvernement américain a annoncé qu'il exercerait son droit de veto, bien que celui-ci soit illégal. Colère et inquiétude du gouvernement Netanyahu, qui craint qu'une telle reconnaissance le gêne un tant soit peu dans la poursuite de ses projets de colonisation.

L'Union Juive Française pour la Paix soutient la demande palestinienne, considérant, avec le Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens qu'une telle admission serait un signe important envoyé aux Palestiniens du monde entier sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, à la société israélienne que ses gouvernements isolent de plus en plus, aux gouvernements européens et états-unien qui continuent de soutenir le régime israélien.

L'UJFP entend cependant aussi les objections formulées par des groupes palestiniens ou par des analyses issues de plusieurs branches des mouvements de solidarité européens. Non seulement au lendemain d'un vote d'admission tout resterait à défaire: l'occupation, la colonisation, l'annexion de Jérusalem Est, l'accaparement des ressources, et en ce sens la Palestine à l'ONU n'est pas la « mère des batailles», mais divers pièges pourraient même transformer cette avancée en recul. Le diable se cache dans les détails.

Le principal piège a déjà été souligné par plusieurs voix palestiniennes et d'éminents juristes : la reconnaissance de l'État, «en l'état», ferait passer la représentation du peuple palestinien, dans les instances internationales, de l'OLP à l'Autorité palestinienne, qui n'a vocation à représenter que la Cisjordanie et ses habitants, mais ni les réfugiés, ni les exilés, ni les Palestiniens dits de 48 citoyens d'Israël, ni même aujourd'hui ceux de Gaza.

Cette perte de la représentation nationale au profit d'une gouvernance locale, à l'image de l'éclatement spatial et politique des Palestiniens pourrait s'avérer catastrophique. Il s'agirait d'un glissement du droit à l'autodétermination du peuple déraciné et colonisé, vers la question de sa souveraineté sur une terre occupée et morcelée.

Cette perte de l'organe historique majeur de la représentation de tous les Palestiniens où qu'ils se trouvent dans le monde risque de se traduire ultérieurement, même si des négociations s'engageaient sous de meilleurs augures avec un soutien international plus fort, et même si l'État de Palestine reconnu et ainsi délimité, parvenait à obtenir une véritable souveraineté sur le territoire de Cisjordanie - Jérusalem Est inclus -, par la négligence ou l'occultation des droits des Palestiniens, et particulièrement le «droit au retour des Palestiniens dans leurs foyers» tel qu'il est inscrit dans la résolution 194 de l'ONU. Enfin la reconnaissance de cet État de Palestine ne signifierait-elle pas de fait un retour aux termes du plan de partage de 1947 entre l'«État juif» et la Palestine, alors que 64 ans plus tard les fondements mêmes de toutes les démocraties refusent l'Apartheid et les discriminations entre citoyens ? La communauté internationale ne doit-elle pas exiger qu'Israël renonce aux discriminations légales contre 20% de ses citoyens - les Palestiniens -, en devenant un État de tous ses citoyens ? A cet égard, il est significatif que la première exigence du gouvernement israélien opposé à cette démarche de Mahmoud Abbas a bien été que soit reconnue par l'AP la nature juive de l'État.

L'UJFP considère que le rôle du mouvement de solidarité dont elle fait partie est de:

- lutter contre la fragmentation de l'espace et du peuple palestiniens,
- soutenir l'ensemble du peuple palestinien afin qu'il puisse exercer pleinement son droit à l'autodétermination, et tous ses droits,
- lutter contre l'impunité d'Israël notamment par l'outil efficace que représente la Campagne de Boycott Désinvestissement et Sanctions contre le régime de l'Apartheid israélien.

L'UJFP appelle tous ses membres et sympathisants à participer aux manifestations des 20 et 21 septembre à Paris et dans un grand nombre de villes de France en soutien au peuple palestinien et à ses droits, en particulier dans le contexte des menaces de la violente répression que Israël, l'armée, les colons organisent contre les manifestations attendues dans les Territoires Occupés Palestiniens.

*Paris le 17 septembre 2011, le Bureau national*

# UJFP expression

## Soutien à la lutte du peuple syrien

Depuis plus de 8 mois, le peuple syrien affronte les forces de la dictature. Les victimes se comptent par milliers. Assassinats, disparitions, tortures !

Comme en Tunisie, en Egypte, au Bahreïn, au Yémen et dans beaucoup d'autres pays arabes, le peuple réclame la liberté, la démocratie, le démantèlement de l'appareil répressif, la fin de la corruption, la dignité.

Cette dictature a une longue histoire de répressions intérieures et d'interventions militaires extérieures. L'assassinat du dirigeant kurde Mechaal Tamo montre que ces méthodes n'ont pas changé.

Aujourd'hui, des réfugiés palestiniens vivant en Syrie manifestent au péril de leur vie avec la population syrienne.

L'UJFP apporte un soutien sans réserve à la révolte du peuple syrien.

L'UJFP dénonce les bruits de bottes de ceux qui poussent à une intervention militaire étrangère en Syrie. Les forces de l'opposition syrienne, consciente du risque d'être instrumentalisées au profit d'intérêts qui ne sont pas les leurs, s'opposent unanimement à toute idée d'intervention étrangère mais appellent à ce que des sanctions soient prises contre leurs bourreaux. Bien sûr tous les défenseurs des droits (civils et politiques mais aussi économiques, sociaux et culturels) doivent être attentifs aux conséquences qu'auraient à nouveau des sanctions prises contre cette dictature alors que d'autres États qui se caractérisent par des violations permanentes des normes impératives du droit international, et notamment le régime israélien, continueraient de bénéficier de l'impunité.

La libération de la Syrie viendra du peuple syrien et de lui seul.

BN de l'UJFP, 16 octobre 2011

## Salah Hamouri : Campagne massive de mails vers l'Ambassade d'Israël en France

Gilad Shalit prisonnier de guerre d'une armée d'occupation a été libéré, mais Salah Hamouri condamné à la prison avec un dossier vide pour avoir envisagé ( ?!) un assassinat est toujours incarcéré. Suite à la décision arbitraire et illégale d'Israël de retarder la libération du prisonnier politique franco-palestinien Salah Hamouri, l'UJFP lance un appel pour l'envoi massif de la lettre suivante à l'ambassade d'Israël.

envoyer à :  
information@paris.mfa.gov.il

« Monsieur l'Ambassadeur,

Un document officiel du CICR indique que, selon les autorités israéliennes, notre jeune compatriote Salah Hamouri qui « a été arrêté le 13.03. 2005 doit effectuer 6 ans, 8 mois et 15 jours de prison ». Il doit donc être libéré le 28 novembre prochain.

Je vous demande instamment d'intervenir pour que cette libération se réalise à la date indiquée qui est légale et non pas à une autre date, le 12 mars 2012 par exemple – date décidée totalement arbitrairement par l'administration pénitentiaire.

Si Israël est bien un « État de droit » alors rien ne peut justifier pareille menace ou décision.

Salah Hamouri a accompli sa peine.

Il doit sortir le 28 novembre prochain ! Je vous demande d'intervenir auprès de votre gouvernement. »

# UJFP action

## Une bannière judéo-arabe pour la paix

La 166e mission judéo-arabe, composée de militants associatifs français, était en visite cette semaine au Maroc, pour témoigner de la situation en Palestine, mais aussi pour appeler au boycott des produits israéliens. Le Soir échos les a rencontrés, lors de leur escale à Hay Mohammadi, à Casablanca.

Une mission « judéo-arabe » en Palestine est une bannière qui interpelle. Appartenant à des associations françaises, ces militants juifs et arabes ont fait le choix de s'unir pour défendre la paix en Palestine. « *Nous essayons de démontrer symboliquement que juifs et arabes, nous pouvons être du même côté de la barricade, si la ligne de démarcation est le droit et le non-droit* », explique Michèle Sibony, présidente de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP).

Répondant à leur objectif premier d'informer, ils se sont rendus à deux reprises en Palestine, une première fois en février 2002, puis une deuxième fois en octobre 2010. Réalisées dans un intervalle de 8 ans, les deux expériences ont montré une évolution dramatique de la situation. « *A l'inverse de la première mission, qui montrait un territoire encore relativement ouvert et une résistance optimiste, la deuxième a mis en lumière une phase de résistance plus individualisée et plus localisée. Une certaine fausse normalité, plus déprimante s'est imposée sur le territoire* », raconte Michel Warschawski, militant juif pour la paix qui avait servi de guide en Palestine. C'était en 2010. La mission était, alors, constituée de militants de quatre associations françaises : l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), l'Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Immigration, Développement, Démocratie (IDD) et la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR).

### Rencontre avec la société civile marocaine

Venus témoigner au Maroc de leur expérience en Palestine, les membres de cette mission judéo-arabe se sont rendus mardi à l'AMDH à Rabat, puis hier au Centre de soin de l'Association marocaine de réhabilitation des victimes de la torture (AMRVT) à Hay Mohammadi, avant de partir ce week-end pour l'université de Marrakech et à Khmis Dadès. « *Nous sommes venus au Maroc car notre groupe est composé à 90% de personnes d'origine marocaine* », souligne Driss El Kerchi, président de l'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF).

### Campagne BDS

Cette tournée en terre marocaine a été une occasion non seulement d'échanger avec la société civile marocaine sur leur combat pour la paix en Palestine, mais aussi de présenter la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

Répondant à un appel lancé par 172 associations palestiniennes en 2005, le mouvement BDS prône le boycott des produits israéliens, dans le but de remettre en question les relations des firmes et des États avec l'État hébreu. « *Le fondement de cette campagne est de lutter contre l'impunité dont jouit l'État colonisateur* », explique Michèle Sibony. Selon ces partisans de la campagne, c'est à la société civile de jouer un rôle actif, en boycottant les produits qui contribuent à l'économie israélienne ou encore en remettant en cause les accords avec les universités israéliennes, dont celle de Jérusalem-Est, construite sur des terres occupées. Suite à ces premiers contacts positifs avec le milieu associatif marocain, la mission envisage déjà de revenir dans quelques mois, pour s'adresser à un plus large public. « *La question palestinienne et celle de la normalisation gouvernementale marocaine avec Israël ne peuvent qu'intéresser la jeunesse marocaine. Il s'agit de discuter et d'éclairer cette question* », conclut Michèle Sibony

Céline Girard 28 octobre 2011

<http://www.lesoir-echos.com/une-banniere-judeo-arabe-pour-la-paix/societe/33511>

# UJFP expression

## Lettre à Info-Palestine

*Pendant plusieurs jours, une interview de Gilad Atzmon par Silvia Cattori a figuré sur le site Info-Palestine. Voici la réponse commune de l'UJFP et de l'IJAN. À ce jour, Atzmon a obtenu un droit de réponse à ce courrier sur le site Info-Palestine, alors même que notre lettre n'y a pas été publiée.*

Le 14 octobre, Info-Palestine a publié une interview de Gilad Atzmon par Silvia Cattori à propos de son livre *The Wandering Who ?*.

Les propos de Gilad Atzmon que vous avez publiés, ressortent du racisme le plus classique, et dans le cas présent de l'antisémitisme, pour ce simple fait qu'il étend à tout un groupe humain des critères à charge, en vue de le déconsidérer. Si Atzmon n'était pas Israélien et Juif d'origine la chose serait patente. Mais les personnes un tant soit peu disposées à l'entendre d'une oreille favorable se laissent prendre à cette idée que, venant du groupe incriminé, il dirait vrai. Pour Gilad Atzmon comme pour Israël Shamir, le rouleau compresseur colonialiste que subissent les Palestiniens ne vient pas du sionisme, mais des Juifs. Il s'en prend aussi bien aux Juifs antisionistes qu'aux Juifs religieux en des termes qui sentent fort le racisme. Alors qu'il attribue à l'islam des vertus intrinsèques anti-impérialistes, il dénonce toute prise de position, y compris antisioniste, venant d'un groupe juif comme relevant de ce seul fait d'une politique juive, et toute politique juive comme devant être combattue :

-- « *J'essaye d'expliquer pourquoi le lobbying est inhérent à la politique et à la culture juives.* »  
-- « *Je cherche (...) à saisir l'attitude profondément raciste et anti-goy qui est intrinsèque à toute forme de politique identitaire juive laïque* »

-- « *Lutter contre Israël pour ce qu'il est - c'est-à-dire l'État juif - signifie tout simplement un conflit ouvert avec le plus grand pouvoir de lobbying existant au monde. D'une part on se confronte à des institutions sionistes puissamment financées. Et d'autre part on est pris en chasse par le réseau juif soi-disant « progressiste » qui est en fait principalement engagé à contrôler le discours. Il faut comprendre que, contrairement aux sionistes qui agissent ouvertement, les Juifs antisionistes travaillent aux mêmes buts mais de façon clandestine.* »

Ainsi, l'antisioniste juif est comme le sioniste, parce qu'il est juif.

À l'Union Juive Française pour la Paix et dans IJAN, des Juifs sont engagés pour dénoncer les crimes commis par l'État d'Israël et pour soutenir les droits du peuple palestinien. Nous rejetons clairement toutes les confusions malveillantes faites entre juif, sioniste, israélite, israélien. Gilad Atzmon assume explicitement la fonction classique dans tous les procès antisémites des temps anciens.

Nous considérons Info-Palestine comme un site ami qui nous a souvent publiés. Sachez donc que ce texte nous heurte bien sûr, il nous semble fondamentalement erroné. Bien évidemment, il nous paraît aussi totalement contreproductif dans le soutien à la cause palestinienne.

Quel est l'intérêt d'expliquer que les Juifs, sionistes ou antisionistes, laïques ou religieux, sont tous à mettre dans un même sac d'opprobre ?

Cette publication nous semble d'autant plus dommageable que Silvia Cattori qui interroge Gilad Atzmon manifeste son accord avec ses propos avec enthousiasme :

-- « *Gilad Atzmon parvient à s'exprimer de manière originale, et à mettre en question des idées reçues en faisant abstraction de tous les tabous, dans un style novateur, frais, et toujours bien informé. C'est avec grand intérêt que nous avons lu son dernier livre *The Wandering Who ? A Study of Jewish Identity* (\*) [ *L'errance de qui ? Une étude de l'identité juive* ]. C'est un récit très émouvant et éclairant que chacun devrait lire.* »

-- « *"The Wandering Who" est un témoignage très impressionnant. Il ne pourra pas être ignoré, y compris de vos adversaires. Je crois pouvoir dire sans me tromper qu'avant vous, personne n'a explicité certains aspects critiques de la question israélo-palestinienne de manière aussi franche. Votre analyse est importante pour quiconque cherche à comprendre ce que certains s'attachent à cacher, et pourquoi. Et elle devrait conduire les gens qui ont été délibérément maintenus dans le noir et la confusion, à y voir plus clair. Cela inclut bien évidemment les milieux « progressistes ». »*

-- « *Cette formidable remise à plat n'est-elle pas motivée par le désir d'encourager l'humanité à résister à ce que vous considérez être le réel danger, à savoir l'idéologie juive ? »*

Ainsi, Pour Silvia Cattori comme pour Gilad Atzmon, il y a une idéologie juive et une seule. Les écrits antérieurs de Silvia Cattori ne nous permettent pas d'imaginer qu'elle a rejoint les YES MEN et que ses questions sont une tactique pour faire proférer par Atzmon ces déclarations d'un racisme décomplexé.

**Le 22/10/2011**

UJFP (Union Juive Française pour La Paix )  
IJAN-France (International Jewish Antizionist Network)

# expression

## Lettre de Patrick Boitet

C'est avec un retard, dont je vous prie de bien vouloir m'excuser, que je veux vous remercier de votre soutien.

Depuis sa création, *Un œil sur la planète* essaye de montrer le monde tel qu'il est et non tel qu'on aimerait qu'il soit. Cette émission n'est jamais exhaustive, une gageure en télévision, mais sa démarche se veut honnête. Il y a toujours évidemment à chaque numéro un parti-pris éditorial que l'on peut contester. C'est normal et salubre en démocratie. Mais rien ne justifie l'insulte, les pressions, les menaces à l'encontre de journalistes professionnels, qui n'ont comme tort que d'avoir fait leur métier.

Après deux semaines de polémique\*, les détracteurs de notre émission sur la Palestine sont bien en peine de pointer la moindre erreur factuelle. Les interprétations historiques doivent être laissées aux spécialistes, les historiens. Les argumentaires qui circulent sur le Net sont dans leur grande majorité tendancieux, quand ils ne sont pas malhonnêtes. La plupart des reproches faits à l'émission se font sur la base de textes qui n'existent pas dans les reportages. Cela participe d'une campagne organisée, ayant pour but de calomnier les journalistes. "Salissez, salissez, il en restera toujours quelque chose". Certains messages reçus sont littéralement à vomir.

Heureusement, la profession et des gens de toute obédience se sont mobilisés pour stopper cette infamie. Vous avez fait partie de cette immense vague de solidarité. Et vendredi dernier, la Présidence de France télévisions s'est rangée au côté de l'équipe d'*un Œil sur la planète*.

La liberté de la presse n'est pas un acquis. C'est un combat sans cesse renouvelé contre la mainmise des puissances politiques ou économiques. Et le rôle du journaliste n'est pas de servir de courroie de transmission aux puissants. Sa capacité à tenir la plume, à informer l'opinion l'oblige.

Camus l'avait merveilleusement formulé dans son discours de Stockholm. Il écrivait que le rôle de l'écrivain ne se sépare pas de devoirs difficiles. *"Par définition, il ne peut se mettre aujourd'hui au service de ceux qui font l'histoire : il est au service de ceux qui la subissent..." "...les deux charges qui font la grandeur de son métier : le service de la vérité et celui de la liberté. Puisque sa vocation est de réunir le plus grand nombre d'hommes possible, elle ne peut s'accommoder du mensonge et de la servitude... Quelles que soient nos infirmités personnelles, la noblesse de notre métier s'enracinera toujours dans deux engagements difficiles à maintenir — le refus de mentir sur ce que l'on sait et la résistance à l'oppression..." "La vérité est mystérieuse, fuyante, toujours à conquérir. La liberté est dangereuse, dure à vivre autant qu'exaltante. Nous devons marcher vers ces deux buts, péniblement, mais résolument, certains d'avance de nos défaillances sur un si long chemin"*. Camus était grand. Il nous a montré la direction.

Nous essayons de la suivre en toute humilité. Merci.

Patrick Boitet Rédacteur-en-chef d'*Un Oeil sur la planète* (France 2)

<http://www.ujfp.org/modules/news/article.php?storyid=990>

\* L'émission dont il est question a été diffusée le 3 octobre à 20h30

**Plus de textes, plus d'infos**

Sur [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

## Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de l'an 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'État d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre État indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui œuvrent ensemble

– pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,

– pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,

et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

## Luttes sociales et résistances anti-coloniales en Israël

Rencontres pour des échanges d'expériences sociales, culturelles et politiques avec deux militants d'Israël du mouvement juif-palestinien **Tarabut-Hithabrut** (« rassembler »/ « associer » en arabe et hébreux) :

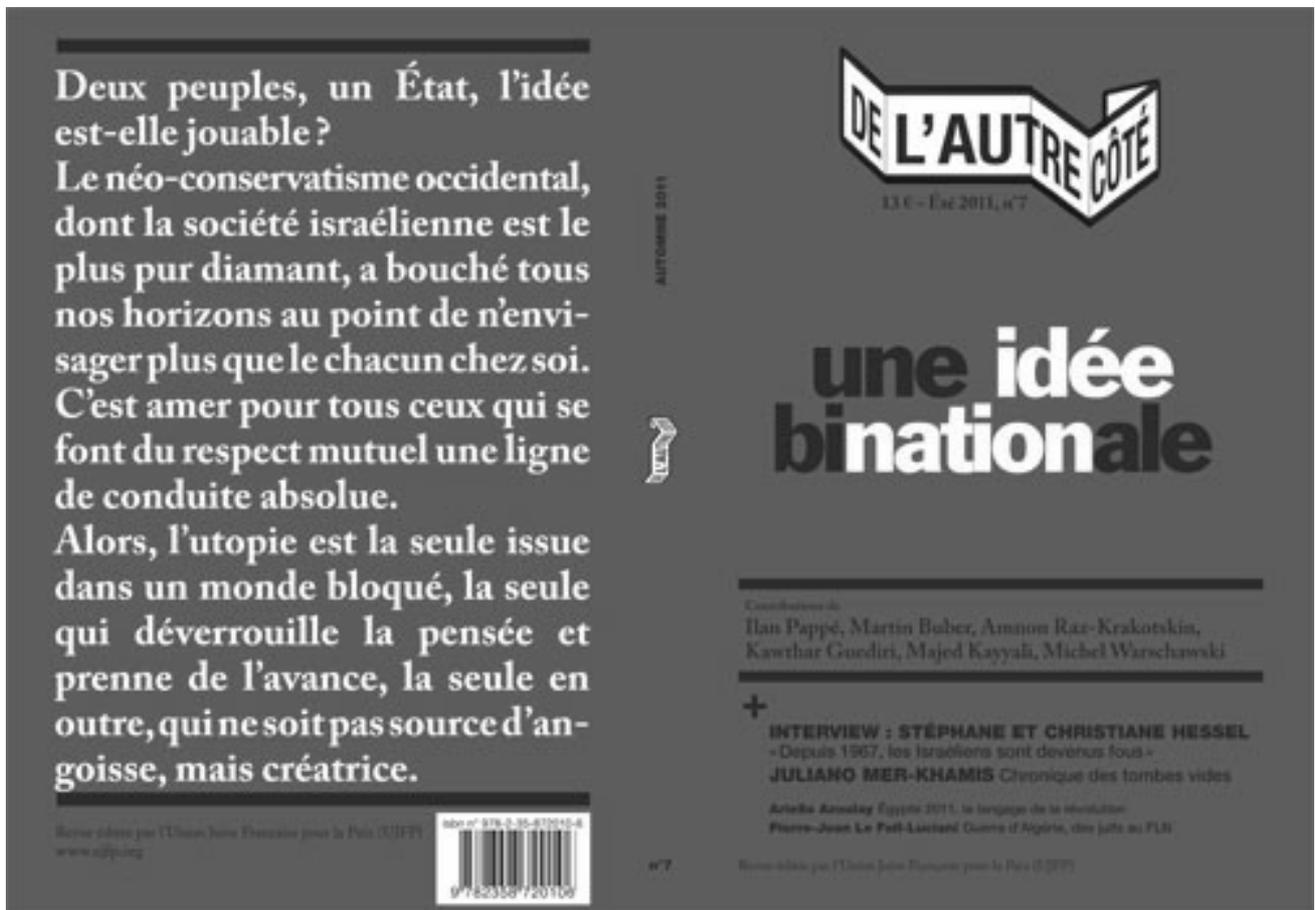
- ✓ Johayna Saifi, Palestinienne de Akka/St Jean d'Acre, militante pour les droits des Palestiniens d'Israël, et
- ✓ Reuven Abergel, Juif oriental de Al-Qods/Jérusalem, fondateur des « Panthères noires d'Israël ».

**11 au 26 novembre 2011** (PARIS - NANTERRE - NANTES - BORDEAUX -  
AGEN - TOULOUSE - ROUEN - SAINT OUEN )

Retrouver les dates sur l'agenda de [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

Contact : [lesamisdetarabut@gmail.com](mailto:lesamisdetarabut@gmail.com)

# Parution du N°7



avec les contributions de *Ilan Pappé, Martin Buber, Amnon Raz-Krakotzkin, Kawthar Guediri, Majed Kayyali, Michel Warschawski*  
*Interview de Stéphane et Christiane Hessel*  
*Juliano Mer-Khamis : Chronique des tombes vides*

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 26 25 97 33  
e-mail: [contact@ujfp.org](mailto:contact@ujfp.org)

**Attention, le numéro de téléphone de l'UJFP a changé. Il est désormais le 06 26 25 97 33**

imprimerie spéciale  
**Prix libre**

Directeur de publication: A. Rosevègue